



C_2016_176

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement Economique et
Urbain

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

**Objet de la
délibération:**

**Sillans-la-Cascade -
Plan Local
d'Urbanisme - Parc
Photovoltaïque**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSSELLI, Francine REGAZZETTI, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Raymond GRAS pouvoir à Daniel MARIA, Hugues MARTIN pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Fabien MATRAS pouvoir à Alain PARLANTI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Yves BACQUET pouvoir à Georges ROUVIER, Frédéric MARCEL pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Bernard CHARDES pouvoir à Liliane BOYER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine PREMOSSELLI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Laure REIG pouvoir à Claude ALEMAGNA, Régis ROUX pouvoir à Thierry PESCE

ABSENT(S) :

David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Claude PIANETTI

RAPPORTEUR : Monsieur Gérald PIERRUGUES

Transmis le : **21 DEC. 2016**

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le **21 DEC. 2016**

La Communauté d'Agglomération Dracénoise est saisie par la commune de Sillans-la-Cascade d'une demande de dérogation à l'article L142-5 du code de l'urbanisme, qui lui permettrait d'ouvrir à l'urbanisation les secteurs dits du « Grand Défens » et du « Bas Courpeyrègne », en vue de l'aménagement d'un parc photovoltaïque.

Conformément à l'ordonnance du 23 septembre 2015, il revient à la Communauté d'Agglomération Dracénoise de statuer sur cette demande de dérogation dans un délai de 4 mois, après avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

A ce titre, la commune de Sillans-la-Cascade a transmis à la Communauté d'Agglomération Dracénoise le 18 novembre 2016 le dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune.

La déclaration de projet porte sur la réalisation d'un parc photovoltaïque sis le « Grand Défens et Bas Courpeyrègne » sur une surface totale de 24.5 ha. Il est prévu deux unités pour une capacité de 22 Giga-Watt/an.

Ce secteur est actuellement classé en zone N au PLU. Or, ce site présente de nombreux avantages :

- Absence d'occupation ;
- Proximité du poste source de Salernes ;
- Absence de contraintes environnementales majeures.

Ce projet a fait l'objet d'une étude d'impact qui ne révèle pas de problématique majeur. Il convient donc de classer ce site en zone 1AUp qui permettra la réalisation de ce parc photovoltaïque, les constructions afférentes et les affouillements et exhaussements qui y seraient liés mais interdira toutes autres constructions.

L'article L142-5 du code de l'urbanisme dispose que cette ouverture à l'urbanisation ne peut être accordée que si *« l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services. »*

Sur l'ensemble de ces aspects, il ressort du projet les points suivants :

· Le projet ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques : En effet les espaces forestiers ne font pas l'objet de protections réglementaires particulières. Les mesures d'évitement et de réduction présentées dans l'étude d'impact du projet ont pour but de garantir la protection et la préservation des espaces naturels et des continuités écologiques (réduction de la surface du projet, séparation en deux sites, clôtures adaptées...) ;

· Il ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace : La consommation d'espace (24,5 ha) n'est pas excessive au regard de la surface de la commune ; la zone 1AUp ouverte à l'urbanisation représente 1,2% du territoire communal. Ce sont près de 92% du territoire communal qui restent destinés à la zone naturelle et à l'agriculture ;

· Il ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements : Le projet ne génère pas d'impacts excessifs sur les flux de déplacements puisqu'il s'agit d'un projet qui n'engendre pas de présence humaine à titre permanent, mais des déplacements en phase travaux qui apparaissent comme marginaux à l'échelle des déplacements globaux ;

· Il ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services : Le

projet n'a pas d'incidence particulière sur l'habitat, les commerces et services, et produit un effet global positif sur l'emploi (travaux, gestion...) ;

La CDPENAF, lors de sa réunion du 30 novembre 2016, a émis un avis favorable sur cette demande de dérogation.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission Urbanisme et droit des sols réunie le 24 novembre 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Accorder, à la commune de Sillans-la-Cascade, pour le secteur concerné par la déclaration de projet, la dérogation au principe d'urbanisation limitée dans les communes non couvertes par un SCoT applicable, au vu des éléments qui précèdent et en l'absence de nuisances et d'impacts excessifs sur les espaces naturels et agricoles et leur consommation, les flux de déplacement et la répartition entre activités et habitat.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 15 décembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.